

Évolutions monétaires à la Martinique au 30 septembre 2013

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'économie mondiale progresse encore faiblement au premier semestre 2013, atteignant 2,5 % en moyenne, soit un rythme comparable à celui du deuxième semestre 2012. La croissance commence à ralentir dans les pays émergents, tandis qu'elle montre des signes de renforcement dans plusieurs pays avancés. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire international (FMI) d'octobre 2013, l'économie mondiale devrait progresser de 2,9 % sur l'ensemble de l'année 2013 (contre + 3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

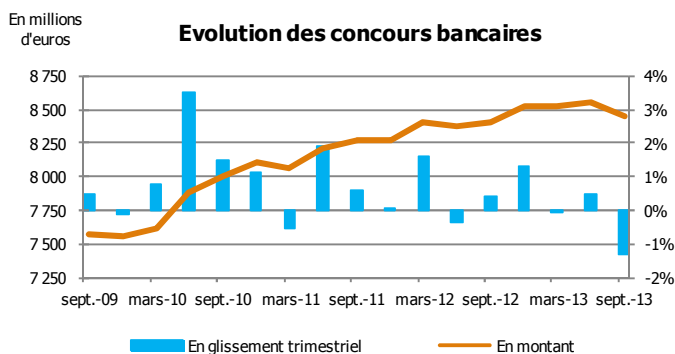
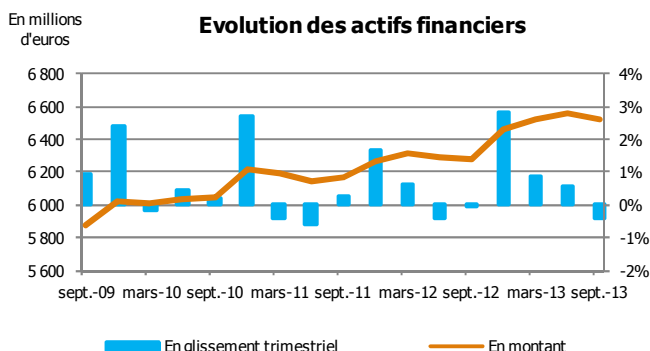
Dans la zone euro, la croissance perd de la vitesse au troisième trimestre 2013, avec un PIB en hausse de 0,1 % (+ 0,3 % à fin juin 2013), pénalisé par le faible dynamisme de la consommation privée et les niveaux élevés de chômage. Après avoir rebondi au deuxième trimestre, le PIB français se replie de 0,1 % au troisième trimestre, tandis que l'activité allemande évolue encore favorablement (PIB en hausse de 0,3 %).

Lors de sa réunion du 7 novembre le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre (...). »... « Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...).».

BAISSE DE L'ACTIVITÉ AU TROISIÈME TRIMESTRE À LA MARTINIQUE

Dans un contexte économique difficile, l'**encours sain de crédits** affiche un recul sensible et s'établit à 7,8 milliards d'euros au troisième trimestre (-2,0 % sur le trimestre et -0,5 % sur l'année). Ce repli est imputable aux entreprises et aux collectivités locales, dont les encours de crédits se contractent respectivement de 3,9 % et de 4,4 %, tandis que les encours de crédits des ménages et des autres agents progressent de 0,4 % et 2,8 %.

Les **actifs financiers** s'élèvent à 6,5 milliards d'euros au 30 septembre. Bien que demeurant en nette progression sur l'année (+3,9 %), ils se tassent sur le trimestre (-0,4 %). Les avoirs des entreprises sont orientés à la baisse (-2,3 %), tant pour les dépôts à vue (-0,3 %) que pour les placements liquides ou à court terme (-5,7 %), alors que les avoirs des ménages et des autres agents économiques sont stables.



RECU DES ENCOURS DE CRÉDITS

La réduction de l'encours sain de crédits (-159 millions d'euros, soit -2,0 %) masque des évolutions contrastées par catégorie d'agent.

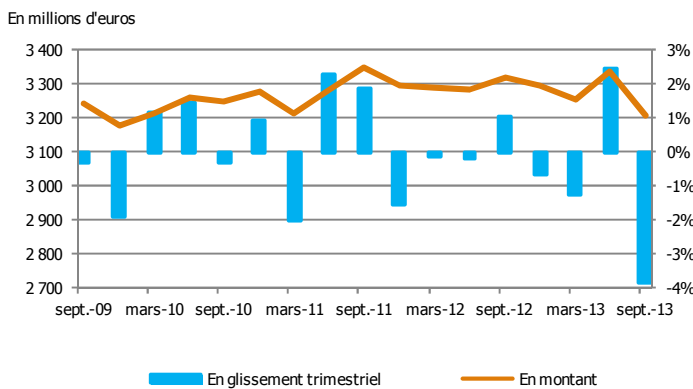
Repli sensible des crédits aux entreprises

L'encours sain de crédits aux entreprises s'élève à 3,2 milliards d'euros, soit 41 % de l'encours sain global. Le rebond observé au deuxième trimestre ne s'est pas confirmé et les crédits aux entreprises affichent un net repli à fin septembre, tant sur le trimestre (-129 millions d'euros, soit -3,9 %) que sur l'année (-112 millions d'euros, soit -3,4 %).

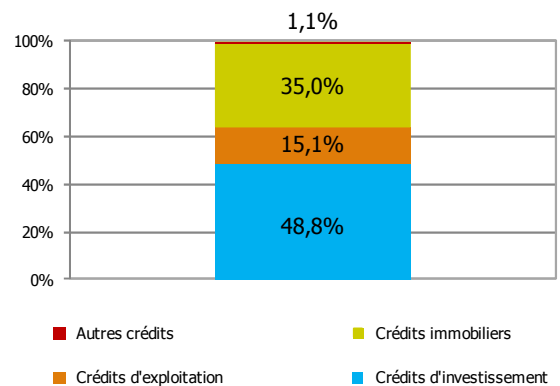
Les **crédits d'exploitation** contribuent à près de la moitié de cette baisse (-59 millions d'euros, soit -10,8 % sur le trimestre), après un pic au trimestre précédent. La réduction des crédits d'exploitation tient pour l'essentiel au recul des comptes ordinaires débiteurs (-69 millions d'euros, soit -23,1 %), lié pour plus de la moitié à un nombre très limité de comptes. A l'inverse, les crédits de trésorerie sont en hausse (+15 millions d'euros, soit +8,4 %).

Les **crédits d'investissement** diminuent également (-62 millions d'euros, soit -3,8 % sur le trimestre), et atteignent leur plus bas niveau depuis 2008. En revanche, les **crédits immobiliers** demeurent stables à 1,1 milliard d'euros.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



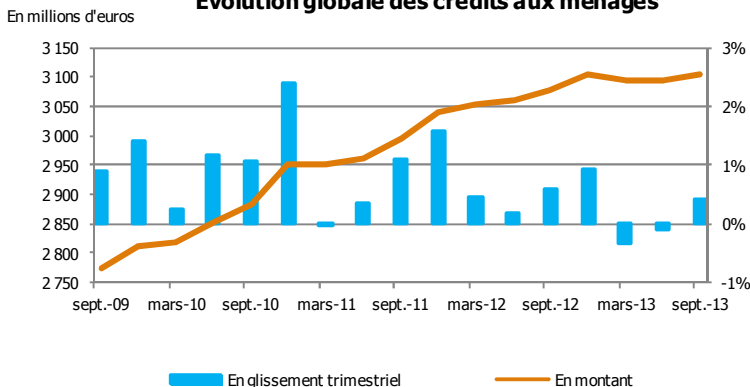
Légère progression des crédits aux ménages

Au troisième trimestre, l'encours sain de crédits aux ménages est orienté à la hausse (+13 millions d'euros, soit +0,4 %), et s'établit à 3,1 milliards d'euros, soit 40 % de l'encours sain global.

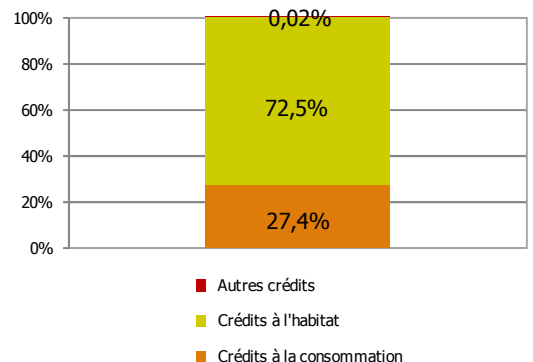
Les **crédits à l'habitat** continuent de progresser (+14 millions d'euros, soit +0,6 % sur le trimestre) et atteignent 2,3 milliards d'euros. Ils représentent une part croissante des crédits aux ménages (70 % en septembre 2011, 71 % en septembre 2012, 73 % en septembre 2013).

Les **crédits à la consommation**, qui étaient en net repli depuis 2008, sont globalement stables au 30 septembre (-0,2 % sur le trimestre, -3,6 % sur l'année). Toutefois, les crédits de trésorerie demeurent orientés à la baisse (-2 millions d'euros, soit -0,3 %), tandis que les comptes ordinaires débiteurs augmentent (+2 millions d'euros, soit +5,2 %).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Contraction des crédits aux collectivités locales

L'encours sain de crédits aux collectivités locales s'élève à 1,1 milliard d'euros (15 % de l'encours sain global). Il affiche une baisse significative (-53 millions d'euros, soit 4,4 % sur le trimestre), majoritairement imputable au déclassement des crédits d'une collectivité.

Augmentation de la sinistralité

Les **créances douteuses brutes** atteignent globalement 603 millions d'euros au 30 septembre. Elles s'inscrivent en sensible hausse (+48 millions d'euros, soit +8,7 % sur le trimestre), principalement suite au déclassement des encours de crédit de deux contreparties. Le taux de créances douteuses s'établit à 7,1 %, son plus haut niveau depuis 2008. Hors déclassement des deux entités, les créances douteuses brutes s'élèveraient à 568 millions d'euros (+13 millions d'euros, soit +2,4 % sur le trimestre), leur taux serait alors porté à 6,7 %.

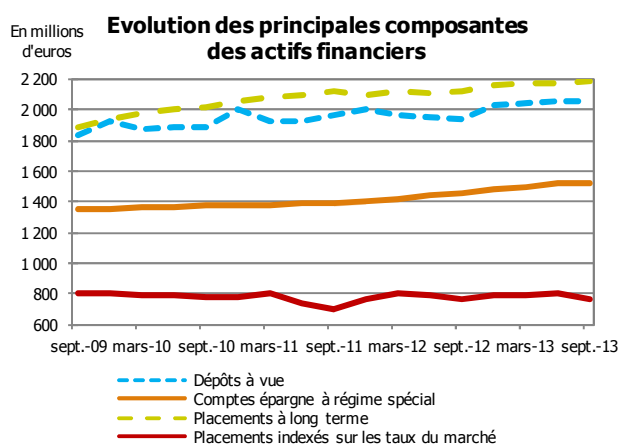
Pour les seuls établissements de crédits installés localement, les créances douteuses s'élèvent à 553 millions d'euros (+20 millions d'euros, soit +3,8 % sur le trimestre), et le taux de créances douteuses représente 7,2 % de l'encours.

TASSEMENT DES ACTIFS FINANCIERS

Après plusieurs trimestres de hausse, les actifs financiers présentent globalement une légère contraction au 30 septembre (-27 millions d'euros, soit -0,4 %) et s'établissent à 6,5 milliards d'euros. Ils demeurent toutefois en progression sur l'année (+247 millions d'euros, soit +3,9 %).

On observe des évolutions opposées selon les maturités des produits. Sur le trimestre, les **placements liquides ou à court terme** affichent une baisse sensible (-38 millions d'euros, soit -1,6 %), les **dépôts à vue** sont stables (-2 millions d'euros, soit -0,1 %), et l'**épargne à long terme** augmente (+13 millions d'euros, soit +0,6 %).

S'agissant des agents économiques, les avoirs des entreprises se contractent, alors que ceux des ménages et des autres agents se maintiennent.



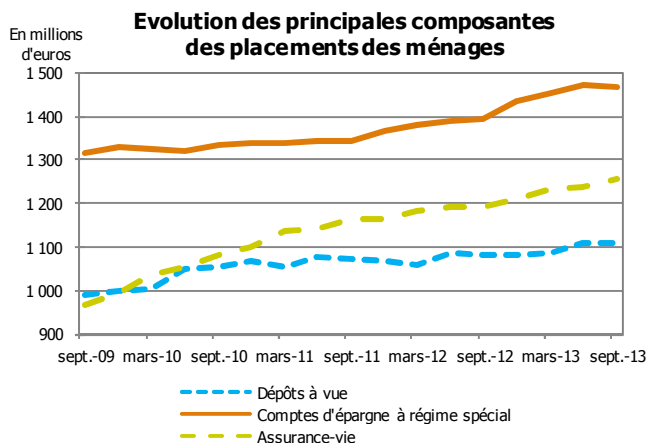
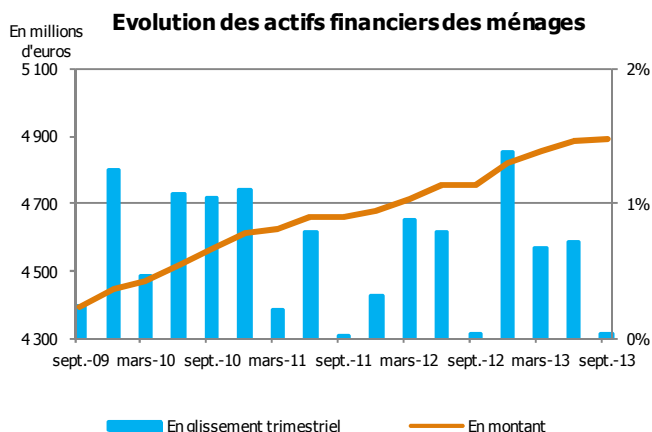
Résistance de l'épargne des ménages

Généralement en hausse d'un trimestre à l'autre, les actifs des ménages sont stables à 4,9 milliards d'euros au 30 septembre. Toutefois, cette évolution ne remet pas en cause la tendance haussière de l'épargne des ménages sur l'année (+135 millions d'euros, soit +2,8 %).

Les **dépôts à vue** des ménages augmentent faiblement (+2 millions d'euros, soit +0,2 %).

Les **placements liquides ou à court terme** accusent une baisse (-14 millions d'euros, soit -0,8 %), qui se vérifie tant pour les comptes d'épargne à régime spécial (-0,4 %), notamment les livrets A et bleus (-0,7 %), que pour les placements indexés sur les taux de marché (-3,9 %), en particulier les comptes créditeurs à terme (-3,9 %). Ces placements sont en effet impactés par l'abaissement des taux d'intérêt des livrets intervenu au mois d'août, et par la baisse des taux de marché (Euribor 3 mois, Euribor 1 an) observée depuis le début de l'année 2012.

En conséquence, l'**épargne à long terme**, devenant plus attractive, croît de nouveau (+13 millions d'euros, soit +0,6 %), soutenue en particulier par l'assurance-vie (+16 millions d'euros, soit +1,3 %).



Baisse significative des actifs des entreprises

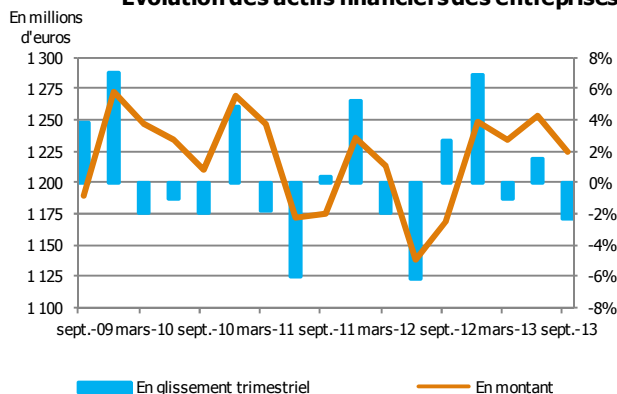
Les actifs détenus par les entreprises s'inscrivent en net repli au troisième trimestre (-29 millions d'euros, soit -2,3 %), et atteignent 1,2 milliard d'euros, soit 19 % de l'ensemble des actifs.

Les **dépôts à vue** affichent une légère baisse sur le trimestre (-2 millions d'euros, soit -0,3 %), sans toutefois remettre en cause leur progression sur l'année (+58 millions d'euros, soit +8,6 %).

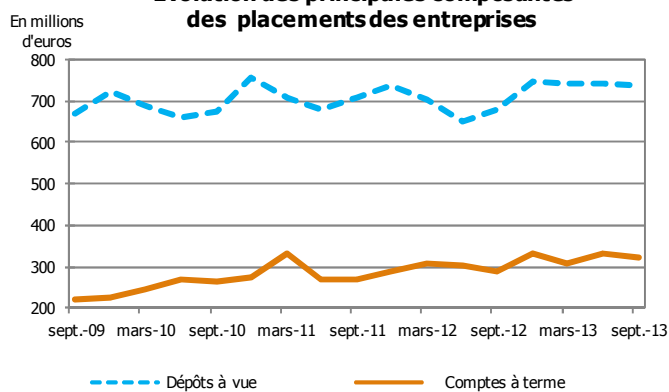
Ce sont les **placements liquides ou à court terme** qui connaissent le repli le plus sensible (-26 millions d'euros, soit -5,7 %), en particulier les placements indexés sur les taux de marché (-27 millions d'euros, soit -6,0 %), et notamment les OPCVM monétaires (-19 millions d'euros, soit -16,5 % sur le trimestre).

L'**épargne à long terme** se maintient à 52 millions d'euros, son niveau du trimestre précédent.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Stagnation des placements des autres agents

Les actifs financiers détenus par les autres agents s'élèvent à 413 millions d'euros, soit 6 % de l'ensemble des actifs. Ils sont stables sur le trimestre, la contraction des **dépôts à vue** compensant la progression des **placements liquides ou à court terme**. En revanche, sur l'année, ils connaissent une hausse significative (+15,6 %).

MÉTHODOLOGIE

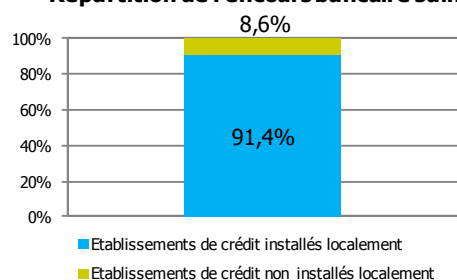
- L'ensemble des données concernant les encours sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements de crédit installés localement, dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement, dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne à long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas ceux relatifs aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

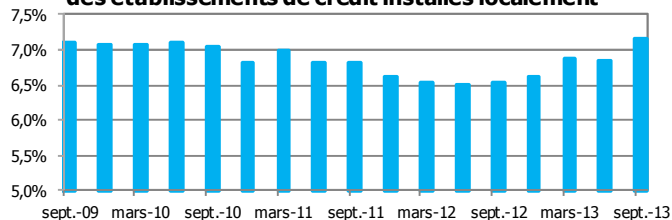
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim.	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	10,0	425,0	510,2	513,2	471,7	447,015	541,2	482,7	-10,8%	-5,9%
<i>Créances commerciales</i>	26,8	31,7	30,2	28,6	20,0	24,0	23,1	24,0	3,6%	-16,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	206,3	203,8	200,2	178,8	169,1	152,3	179,7	194,8	8,4%	9,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	56,2	50,6	46,5	43,9	44,6	42,9	39,6	38,8	-2,0%	-11,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	191,6	152,8	239,6	277,2	242,4	239,3	298,7	229,6	-23,1%	-17,2%
<i>Affacturage</i>	34,7	36,8	40,2	28,7	40,2	31,4	39,7	34,4	-13,6%	19,8%
Crédits d'investissement	1 667,2	1 732,7	1 692,5	1 635,2	1 657,2	1 646,5	1 627,3	1 565,5	-3,8%	-4,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 466,0	1 521,1	1 493,7	1 453,0	1 472,2	1 459,5	1 444,5	1 392,8	-3,6%	-4,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	90,4	126,8	121,9	82,8	81,5	79,6	73,3	71,2	-2,8%	-13,9%
<i>Crédit-bail</i>	201,1	211,6	198,8	182,2	185,0	187,0	182,8	172,6	-5,6%	-5,2%
Crédits immobiliers	1 076,8	1 064,1	1 104,9	1 127,5	1 127,1	1 120,6	1 123,2	1 123,5	0,0%	-0,4%
Autres crédits	36,1	27,6	40,1	42,2	40,2	41,4	43,3	34,7	-19,9%	-17,7%
Encours sain	3 239,5	3 249,4	3 347,7	3 318,1	3 296,1	3 255,5	3 335,0	3 206,3	-3,9%	-3,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	912,6	910,6	901,0	883,8	881,7	864,5	853,8	852,2	-0,2%	-3,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	830,8	822,3	806,1	794,0	798,0	782,0	774,9	772,9	-0,3%	-2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	44,3	48,2	49,6	51,7	47,9	48,4	47,4	49,8	5,2%	-3,5%
<i>Crédit-bail</i>	37,5	40,2	45,3	38,2	35,7	34,1	31,5	29,4	-6,6%	-23,0%
Crédits à l'habitat	1 860,0	1 971,4	2 091,6	2 192,3	2 222,0	2 229,8	2 237,6	2 251,9	0,6%	2,7%
Autres crédits	0,7	1,0	1,3	1,2	1,7	1,1	1,1	0,9	-19,1%	-29,3%
Encours sain	2 773,4	2 883,0	2 993,9	3 077,3	3 105,5	3 095,4	3 092,4	3 104,9	0,4%	0,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	7,6	23,9	30,7	25,8	21,3	21,6	27,8	20,3	-26,8%	-21,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	5,3	20,4	21,0	10,9	17,7	19,6	24,2	19,4	-19,6%	78,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,3	3,5	9,7	14,9	3,6	2,0	3,6	0,9	-75,6%	-94,1%
Crédits d'investissement	807,2	974,0	1 026,9	1 099,4	1 150,0	1 198,6	1 171,2	1 125,7	-3,9%	2,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	806,8	973,6	1 026,5	1 099,2	1 149,8	1 198,4	1 171,1	1 125,6	-3,9%	2,4%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	0,0	0,0	0,0	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	n.s.	n.s.
Autres crédits	2,3	2,0	0,7	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	817,0	999,9	1 058,4	1 128,9	1 174,8	1 223,7	1 202,5	1 149,6	-4,4%	1,8%
Autres agents										
Encours sain	218,9	338,2	333,7	365,2	354,8	388,9	375,8	386,5	2,8%	5,8%
TOTAL										
Encours sain	7 048,8	7 470,5	7 733,7	7 889,6	7 931,2	7 963,5	8 005,8	7 847,2	-2,0%	-0,5%
<i>dont ECNIL</i>	767,4	831,0	873,4	783,9	689,4	730,0	746,0	678,5	-9,0%	-13,4%
Créances douteuses brutes	524,0	537,7	532,8	522,8	591,6	556,3	554,7	603,2	8,7%	15,4%
<i>dont ECIL</i>	479,7	502,5	501,0	496,3	512,4	532,7	532,4	552,8	3,8%	11,4%
Créances douteuses nettes	220,7	224,6	214,8	217,2	290,7	248,5	241,8	288,8	19,4%	33,0%
<i>dont entreprises</i>	156,7	155,1	152,2	141,3	151,3	155,0	160,9	176,7	9,8%	25,1%
<i>dont ménages</i>	59,2	64,5	55,9	62,6	64,4	68,8	69,2	71,0	2,7%	13,4%
Provisions	303,4	313,1	318,0	305,6	300,9	307,8	313,0	314,4	0,5%	2,9%
Encours total	7 572,9	8 008,2	8 266,5	8 412,4	8 522,8	8 519,8	8 560,5	8 450,4	-1,3%	0,5%
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,9%	6,7%	6,4%	6,2%	6,9%	6,5%	6,5%	7,1%	0,7 pt	0,9 pt
<i>dont ECIL</i>	7,1%	7,0%	6,8%	6,5%	6,6%	6,9%	6,8%	7,2%	0,3 pt	0,6 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	57,9%	58,2%	59,7%	58,5%	50,9%	55,3%	56,4%	52,1%	-4,3 pts	-6,3 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-09	sept-10	sept-11	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	1 trim.	1 an
Entreprises	1 188,9	1 209,4	1 175,1	1 168,3	1 248,2	1 234,8	1 253,1	1 224,6	-2,3%	4,8%
Dépôts à vue	669,9	677,0	708,1	681,1	747,3	742,3	741,5	739,4	-0,3%	8,6%
Placements liquides ou à court terme	475,0	482,1	404,7	437,5	450,2	438,9	459,3	433,0	-5,7%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,5	14,6	20,3	30,4	5,5	6,0	8,6	9,3	8,1%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	470,5	467,6	384,3	407,1	444,6	432,9	450,7	423,7	-6,0%	4,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	220,4	265,0	269,9	286,7	333,4	305,8	330,4	321,2	-2,8%	12,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	205,1	166,3	58,5	93,4	103,1	123,3	115,4	96,4	-16,5%	3,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	44,4	35,7	55,5	26,6	7,8	3,8	4,5	5,8	28,4%	-78,3%
Épargne à long terme	44,0	50,3	62,4	49,7	50,8	53,6	52,4	52,3	-0,2%	5,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	12,1	27,6	38,2	16,2	16,7	19,3	18,7	18,9	1,1%	16,7%
Ménages	4 392,5	4 563,1	4 660,4	4 755,2	4 821,1	4 853,6	4 888,0	4 889,9	0,0%	2,8%
Dépôts à vue	989,3	1 051,9	1 074,1	1 081,1	1 083,5	1 088,3	1 107,6	1 109,9	0,2%	2,7%
Placements liquides ou à court terme	1 562,5	1 556,1	1 555,2	1 627,5	1 664,8	1 673,8	1 688,9	1 675,2	-0,8%	2,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 317,3	1 333,9	1 345,3	1 395,7	1 437,7	1 452,8	1 473,2	1 467,8	-0,4%	5,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	497,4	512,9	504,0	520,7	511,3	506,0	508,1	507,1	-0,2%	-2,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	460,5	469,3	497,6	530,4	560,3	577,5	588,2	583,9	-0,7%	10,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,4	14,9	14,4	13,9	14,0	13,5	13,5	13,3	-1,5%	-3,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	84,1	77,4	69,7	63,8	63,8	58,1	58,4	57,9	-0,8%	-9,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	135,3	137,8	139,1	144,3	166,3	176,4	183,8	185,8	1,1%	28,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	123,5	121,5	120,6	122,7	122,1	121,4	121,2	119,7	-1,2%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	245,2	222,3	210,0	231,8	227,0	221,0	215,7	207,4	-3,9%	-10,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	186,1	175,6	185,0	207,9	204,4	200,0	196,5	188,8	-3,9%	-9,2%
<i>dont bons de caisse</i>	1,9	1,8	1,6	1,6	1,6	1,5	1,0	1,0	0,0%	-33,9%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	57,2	44,8	23,3	22,3	21,1	19,5	18,1	17,6	-3,2%	-21,1%
Épargne à long terme	1 840,7	1 955,1	2 031,1	2 046,6	2 072,9	2 091,5	2 091,4	2 104,8	0,6%	2,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	511,2	520,5	525,3	529,4	538,5	537,1	536,3	536,1	0,0%	1,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	85,1	79,4	69,9	65,7	65,6	64,3	62,7	61,4	-2,1%	-6,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,9	4,9	4,3	4,7	4,9	4,8	5,1	5,4	4,9%	16,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	188,9	199,3	187,4	196,8	196,4	195,1	192,9	190,7	-1,1%	-3,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	83,7	69,9	78,4	59,5	58,6	58,5	56,4	57,1	1,1%	-4,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	966,0	1 081,1	1 165,8	1 190,5	1 208,9	1 231,7	1 238,0	1 254,1	1,3%	5,3%
Autres agents	296,8	278,0	331,1	357,1	389,1	427,8	413,0	412,8	0,0%	15,6%
Dépôts à vue	171,8	159,9	178,0	175,7	198,9	215,9	207,6	205,6	-1,0%	17,0%
Placements liquides ou à court terme	118,3	111,2	130,1	158,3	155,2	177,9	171,7	173,8	1,2%	9,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	25,1	25,5	29,4	33,5	36,6	36,6	38,5	43,8	14,0%	30,8%
Placements indexés sur les taux de marché	93,2	85,7	100,7	124,8	118,6	141,3	133,3	130,0	-2,5%	4,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	49,0	64,3	83,2	87,3	85,0	105,7	101,2	102,7	1,5%	17,6%
Épargne à long terme	6,7	6,9	23,0	23,1	35,0	34,0	33,6	33,4	-0,6%	44,9%
Total actifs financiers	5 878,2	6 050,5	6 166,7	6 280,6	6 458,4	6 516,2	6 554,1	6 527,4	-0,4%	3,9%
Dépôts à vue	1 831,0	1 888,8	1 960,2	1 937,9	2 029,6	2 046,5	2 056,7	2 054,9	-0,1%	6,0%
Placements liquides ou à court terme	2 155,7	2 149,5	2 090,0	2 223,4	2 270,1	2 290,6	2 320,0	2 282,0	-1,6%	2,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 346,9	1 373,9	1 395,0	1 459,7	1 479,8	1 495,4	1 520,3	1 520,9	0,0%	4,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	514,6	528,7	524,5	554,9	538,2	532,4	536,1	541,6	1,0%	-2,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	471,4	492,8	526,7	560,0	575,3	593,5	607,1	602,4	-0,8%	7,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	16,4	14,9	14,4	13,9	14,0	13,5	13,5	13,3	-1,5%	-3,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	84,1	77,4	69,7	63,8	63,8	58,1	58,4	57,9	-0,8%	-9,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	135,3	137,9	139,1	144,4	166,4	176,5	183,9	185,9	1,1%	28,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	123,5	121,6	120,7	122,7	122,2	121,4	121,3	119,8	-1,2%	-2,4%
Placements indexés sur les taux de marché	808,8	775,6	695,0	763,7	790,3	795,2	799,7	761,1	-4,8%	-0,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	455,5	504,9	538,1	582,0	622,7	611,5	628,2	612,7	-2,5%	5,3%
<i>dont bons de caisse</i>	9,9	10,9	9,5	3,4	2,3	2,3	1,7	1,7	-0,9%	-50,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	44,4	35,7	55,5	26,6	7,8	3,8	4,5	5,8	28,4%	-78,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	299,0	224,1	92,0	151,7	157,4	177,6	165,3	140,9	-14,8%	-7,1%
Épargne à long terme	1 891,5	2 012,2	2 116,5	2 119,3	2 158,8	2 179,1	2 177,4	2 190,5	0,6%	3,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	511,2	520,7	525,5	529,6	538,8	537,3	536,6	536,4	0,0%	1,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	85,1	79,4	69,9	65,7	65,6	64,4	62,7	61,4	-2,1%	-6,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,9	4,9	4,3	4,7	4,9	4,8	5,1	5,4	4,9%	16,1%
<i>dont actions</i>	75,5	77,7	75,5	67,0	68,3	68,4	69,3	70,6	1,9%	5,3%
<i>dont obligations</i>	150,9	149,4	141,7	169,6	181,1	179,8	176,0	172,0	-2,3%	1,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	97,0	99,0	130,7	88,4	87,4	89,9	86,9	87,7	1,0%	-0,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	966,0	1 081,1	1 169,0	1 194,3	1 212,7	1 234,5	1 240,8	1 256,9	1,3%	5,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : décembre 2013